



Presse

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

presse@parti-socialiste.fr

Le 17 septembre 2008,

Communiqué d'Alain VIDALIES, Secrétaire national aux Entreprises

Le conseil d'administration d'EDF doit examiner aujourd'hui un projet de rachat par l'entreprise publique française de British Energy, l'opérateur de centrales nucléaires britannique.

La volonté de la direction d'EDF et du gouvernement français de procéder à ce rachat pose plusieurs questions sur lesquelles le Parti socialiste interroge le gouvernement.

- Le prix annoncé par British Energy pour ce rachat, d'un montant de 15 milliards d'euros, n'est-il pas démesuré au regard notamment de la vétusté de son parc nucléaire et du coût considérable qu'engendreraient l'exploitation et la maintenance de plusieurs centrales (une seule centrale sur huit correspond aujourd'hui à la technologie à eau pressurisée que maîtrise EDF) ?

- Ce rachat est-il véritablement nécessaire au développement d'EDF au Royaume-Uni ? EDF détient déjà 100 % de EDF-Energy, des travaux sont en cours sur deux sites nucléaires britanniques déjà rachetés par EDF, et d'autres acquisitions de sites peuvent encore intervenir, sans nécessairement procéder à un rachat aussi coûteux qu'incertain.

- Surtout, cette opération ne serait-elle pas le simple maillon d'un remodelage beaucoup plus important et inquiétant du paysage industriel nucléaire français ? Récemment, la cession de terrains d'Areva à Suez dans la vallée du Rhône ou l'annonce d'une offre de centrale nucléaire par Total-Suez-Areva aux Emirats arabes unis, témoignent d'une propension des pouvoirs publics à considérer que le nucléaire peut désormais être régi par la sphère privée.

Le service public énergétique et la sécurité nucléaire sont des enjeux d'intérêt national, qui doivent faire l'objet d'un débat public et transparent. Le Parti socialiste demande donc au gouvernement de faire la lumière sur les projets industriels concernant EDF et l'avenir du nucléaire français.